

LETTRE D'INFORMATIONS ECONOMIQUES STRATEGIQUES INTERNATIONALES

Numéro 244

15 décembre 2011

« Plutôt que de faire la révolution par le bas, donc par la rue (la situation pourrait devenir incontrôlable), faisons la révolution par le haut, donc par les élites que nous aurons éduquées selon nos principes ».

Objectif des Fabiens

Oracle d'un Fabien de haut vol

Jan Vincent-Rostowski, dit Jacek Rostowski, est à la fois universitaire, économiste et politicien polonais, puisqu'il est ministre des Finances. Caractéristique intéressante : il parle le russe (ce qui lui vaudra de devenir conseiller du gouvernement de la Fédération de Russie, au début des années 90) et a complété ses études par un *Master of Science* de sciences économiques à la *London School of Economics* (LSE), la pépinière d'endoctrinement du courant Fabien. Entre 2002 et 2004, Jacek Rostowski sera conseiller économique de la banque nationale de Pologne. Son père, Roman Rostowski, fut secrétaire personnel de Tomasz Arciszewski, Premier ministre polonais en exil durant la Seconde Guerre mondiale. Au cours des années 1950, il travaillera pour le ministère britannique des Affaires étrangères.

Ces quelques informations éclairent suffisamment les « relations » dont jouit le Fabien Jacek Rostowski, actuellement en poste en Pologne.

Autre élément qui a son importance, selon le traité de Lisbonne, la présidence de l'Union européenne est désormais scindée en deux : le président du Conseil européen et la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (Conseil des ministres). Depuis juillet jusqu'à fin décembre 2011, le Conseil est présidé par la Pologne, ce qui donne au ministre polonais des Finances, Rostowski, une importance certaine.

Le 14 septembre 2011, Jan Vincent-Rostowski évoquait le risque d'une « guerre » à moyen ou long terme en Europe si la crise de l'euro devait conduire à l'écèlement de l'Union européenne. « Si la zone euro se fissure, l'UE ne sera sans doute pas en mesure de survivre avec toutes les conséquences dramatiques que l'on peut imaginer », déclarait-il devant le Parlement européen, à Strasbourg. La suite est importante. Jan Vincent-Rostowski a alors raconté comment une vieille connaissance, rencontrée par

hasard « la semaine dernière dans un aéroport, et avec qui il a discuté de la crise actuelle, lui a fait part de sa crainte d'une "guerre au cours des dix prochaines années" ». « Une guerre ! Mesdames, messieurs, ce sont les termes qu'il a employés », s'exclamait Vincent-Rostowski, ajoutant que son interlocuteur s'était dit inquiet et avait bien l'intention de demander la carte verte pour ses enfants auprès des Etats-Unis.

Interrogé peu après sur ces propos, lors d'une conférence de presse, le ministre polonais a indiqué qu'il avait « seulement voulu souligner le caractère sérieux de la situation », afin que les responsables politiques européens « prennent conscience de l'ampleur de la crise de la zone euro », laquelle pourrait conduire à des « situations inimaginables ». « Si la zone euro disparaît, si cela doit arriver, alors il y a une grande menace : l'UE ne pourra pas survivre à une telle situation », ce qui, « dans un horizon de plusieurs années », pourrait conduire à un « très grand danger », a-t-il encore insisté. Le projet européen fut lancé dans les années 1950, en grande partie pour éviter une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne, et éviter que la Seconde Guerre mondiale ne se reproduise.

« La grande réalisation de l'Europe, c'est la paix politique, mais elle n'est pas éternelle. Si l'on ne prend pas les bonnes décisions, l'Histoire peut se retourner contre nous dans un mauvais sens », a-t-il averti.

Quelques semaines plus tard, le 20 novembre 2011, le Fabien Jan Vincent-Rostowski s'est encore exprimé, accordant une interview à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Encore une fois, il prévient que les Européens ont le choix entre « une intervention massive de la BCE »¹ pour sauver la zone euro, et « la catastrophe » d'un « désastre économique historique ».

¹ Cette exigence des Fabiens est également celle des oligarques de Wall Street. Ils demandent à ce que la Banque centrale européenne fonctionne comme celle des Etats-Unis. Autrement dit, la politique monétaire que les cercles fabiens veulent voir fonctionner en Europe s'appelle la planche à billets. Les Allemands, certainement pas dupes de cette exigence, ont refusé la présidence de la BCE, au moment du départ de Jean-Claude Trichet. Pourquoi ? LIESI l'a déjà annoncé : Angela Merkel prépare le départ de l'Allemagne de l'euro.

En outre, pourquoi les cercles oligarchiques américains ont-ils placé un de leurs hommes, Mario Draghi, à la présidence de la BCE ? Etonnamment, le 1^{er} décembre 2011, à Bruxelles, Mario Draghi a donné une ouverture, disant

Le ministre polonais qui, dans un discours aux accents dramatiques devant le Parlement européen à Strasbourg, avait évoqué en septembre dernier le risque d'un conflit armé en Europe si la crise de l'euro devait conduire à l'éclatement de l'UE, s'est dit « encore moins rassuré » deux mois après. « Le risque est celui d'un désastre économique historique, qui comme la grande dépression des années 1930, conduirait au final l'Europe dans la guerre ». A la lumière de toutes les informations récemment compilées par la lettre LIESI, et à la lumière de bien d'autres sur lesquelles nous avons un devoir de réserve, nous croyons que la prédiction et les avertissements de ce Fabien (et ceux de sa connaissance) vont se réaliser.

Qui est donc cette vieille connaissance qui s'est confiée à notre ministre des Finances polonais ? Pourquoi envisage t-elle d'aller aux Etats-Unis, sachant que les dirigeants de ce pays sont en train de torpiller l'Europe, soutiennent les réseaux islamistes les plus virulents, bousculent la Russie, financent le printemps arabe en vue d'obtenir une alliance russo-musulmane CONTRE l'Occident... avec la volonté (pour l'instant dissimulée) DE NE PAS participer au prochain conflit mondial ? Nous reviendrons sur ce sujet dans quinze jours.

Pour savoir cela, cette « connaissance » appartient nécessairement à des réseaux très initiés. Aujourd'hui, très peu de gens savent que l'establishment américain va fermer les Etats-Unis au monde extérieur, dans un contexte de catastrophes naturelles (ou pas), et d'une guerre bactériologique.²

La vieille connaissance de Jacek Rostowski parle d'un conflit dans les DIX prochaines années, mais nous savons que c'est bien trop loin. Jacques Attali, lui, a évoqué un délai de DIX mois avant que tout le monde ne soit ruiné.

Jacek Rostowski s'est exprimé le 14 septembre et J. Attali le 8 août dernier. Faut-il entendre que pour eux 10 ans = 10 mois ? Qui vivra verra.

qu'il pourrait intervenir davantage pour apaiser la crise des dettes si les Etats se mettaient d'accord sur un nouveau "pacte budgétaire". Qu'est-ce à dire ? Les Européens ne tarderont probablement pas à comprendre ce que le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Tim Geithner, est venu « suggérer » à l'ancien employé de la Firme Goldman Sachs... On a signalé sur le blog de LIESI la réaction véhémement et très surprenante de VGE, l'un des fossoyeurs de notre pays : « L'Europe est devenue une espèce de victime offerte à tous les sacrificateurs mondiaux, c'est insupportable ».

² LIESI signale, dans la suite de ses prédictions sur le futur triomphe (provisoire) du communisme en Europe de l'Ouest, qu'aux dernières élections législatives russes, le Parti communiste a presque obtenu (tout juste vingt ans après la chute de l'URSS, le 8 décembre 1991), le score incroyable de 20 % !

Préparation d'une nouvelle guerre mondiale et avertissements d'un effondrement économique

Lors d'un colloque international organisé par la Sberbank, l'ex-ministre russe des Finances Alexei Koudrine a averti que la crise financière allait devenir mondiale et qu'elle avait toutes les chances de dégénérer en crise économique d'envergure. « La récession n'a pas encore commencé et on dirait que nous ne sommes pas encore en crise. Néanmoins, la mèche lente brûle déjà, et nous nous engageons dans la crise. La crise financière bat son plein et nous n'éviterons sans doute pas le scénario de crise économique avec une détérioration substantielle ». Explication d'Alexei Koudrine : « La nouvelle vague de crise pourrait se caractériser par une crise des dettes souveraines, ce qui aurait alors pour conséquence de paralyser le marché des prêts et d'en fermer l'accès aux pays émergents au premier chef ».

L'ancien ministre russe des Finances vient de confier à un aréopage de banquiers : « Nous avons perdu la bataille pour la Grèce, il s'agit à présent de sauver des économies plus importantes de la zone euro (...) Cela coûtera beaucoup plus cher. Je pense que les 2.000 à 3.000 milliards d'euros, chiffres cités et dont une part considérable devrait émaner de la Banque centrale européenne (BCE), sont malheureusement réalistes ». Quelques jours auparavant, Jean-Claude Juncker (Premier ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroupe) déclarait à Bruxelles : « La situation reste extrêmement compliquée au niveau mondial et européen ». La croissance économique reste malheureusement très faible.

Jacques Attali, porte-parole de certains banquiers internationaux, résume ainsi la situation : « Nous sommes dans un monde où se joue une bataille entre l'état de droit et les marchés. Le marché est mondial, l'état de droit est local³. Nous voyons la mondialisation accélérer le rôle des marchés, transformant les politiciens en de simples marionnettes. Le G20 s'inscrit comme un épiphénomène dans la désintégration de l'état de droit face aux marchés. Il existe quatre solutions. 1) L'euro va disparaître parce que les politiciens ne veulent pas établir de lien entre état de droit et marché. Si on ne le fait pas, la crise va grandir et devenir ingérable. 2) Il faut un accord entre la France et l'Allemagne. C'est la politique de la planche à billets. En urgence, il faut permettre à la BCE de racheter des

³ Ce sont des mots abstraits qui masquent des réalités concrètes qu'il ne veut pas nommer clairement : les nations, les peuples d'un côté ; le Comité X de l'autre. Il passe d'ailleurs "des marchés" (comme parlent les économistes) à "le marché" (qui est précisément l'expression mystérieuse qu'emploie Malachi Martin dans Vatican pour désigner le pouvoir occulte. (Ndlr)

obligations d'état. Les Allemands sont contre car cela provoquerait de l'inflation. 3) Renforcer le fonds actuellement bricolé en allant chercher des capitaux chez les Chinois et le FMI, qui prendraient alors le pouvoir en Europe. 4) Reste le fédéralisme européen, un transfert de souveraineté fiscale, économique. Emettre par exemple 1 à 2 points de TVA pour l'Europe, ce qui ouvrirait la voie à l'émission d'eurobund ».

Début août 2011, Jacques Attali écrivait un article intitulé *Tous ruinés dans dix mois*. Le 6 novembre 2011, lors du Séminaire de la Règle du Jeu, le même personnage concluait ainsi son intervention : « *S'il n'y a pas de fédéralisme avant six mois, l'euro est fini* ». Quant au Fabien Christian Saint-Etienne, présent au même forum, il concluait : « *Je pense que des crises extrêmement violentes ne sont pas pour après-demain, mais à mon avis avant six mois, peut-être même avant Noël, et que de ce chaos peuvent émerger des évolutions qui, vraisemblablement et malheureusement, risquent de nous couper pour un certain temps de l'Europrocessus* ».

Mi-novembre, lors d'une interview sur CNBC, Olivier Sarkozy (qui occupe un poste important au Carlyle Group) confiait : « *L'euro va exploser avant trois mois. Nous sommes tout proche du point de non-retour* ».

Curieusement, J. Attali s'est senti obligé de raccrocher le wagon en ajoutant, dans une interview à 20 Minutes, le 24 novembre : « *Aujourd'hui, la note est perdue. La question désormais est la suivante : est-ce que l'euro existera toujours à Noël ? Une chance sur deux pour que l'euro n'existe plus à Noël* ». Nous verrons bien, mais LIESI pense que l'onde de choc devrait plutôt survenir au prochain printemps. De toutes les façons et de manière évidente, il y a une **accélération du processus de délitement de l'euro et un mécanisme de rupture systémique au sein de la zone euro**. Jacques Attali résume ainsi le choix posé par les « puissances du marché » : « *Le choix est entre le fédéralisme ou l'effondrement* ».

C'est pourquoi les banques britanniques ont reçu pour consigne de se préparer à la mort de l'euro.⁴ Dans le même temps, la banque américaine Citigroup cherche à se débarrasser de ses obligations européennes. Meryll Lynch a analysé quels pays de la zone devront dévaluer ou ré-évaluer leur monnaie par rapport au dollar. L'Italie, la France et le Portugal,

devront dévaluer, contrairement à l'Allemagne, les Pays-bas ou l'Irlande. Dans leur scénario, un « choc initial » aura un effet massif sur le cours de l'euro. La suite dépendra de ce que fera l'Allemagne.

C'est dans ce contexte que LIESI a été contacté par sa source qui fréquente le cartel bancaire. Cet entretien a précisément eut lieu le 23 novembre 2011. Le message principal est le suivant : « *En juillet 2007, je vous avais annoncé que les banques iraient à la cave. Aujourd'hui, je puis vous dire que l'ensemble de l'industrie de la cote boursière va aller à la cave* ». Cette personne nous a expliqués qu'il y avait bien trop de dissension entre les principaux acteurs pour introduire, actuellement, une réforme monétaire internationale. « *La réforme monétaire souhaitée dans les cercles que je fréquente doit préalablement être précédée d'une période très difficile. Vous devez vous attendre à une situation chaotique à la fois du point de vue économique et social, mais également géopolitique* ». Nous avons interrogé cette source sur le prochain conflit. Sa réponse fut surprenante : « *Oui, ils sont en train d'accélérer les conditions à partir desquelles le Proche-Orient va devenir une poudrière. Cela surviendra quand l'Occident plongera dans le chaos* ». Nous avons demandé : « *Doit-on s'attendre à un secours des Etats-Unis lorsque la révolution sonnera en Europe ?* ». Réponse : « *Ils n'ont pas du tout cette intention. En réalité, attendez-vous à des cataclysmes apparemment naturels aux Etats-Unis, ainsi qu'à un régime de répression. Cela justifiera l'isolationnisme légendaire de ce pays dans les grands conflits. (...) Enfin, je vous rappelle ce que je vous confiais, il y a plus de vingt-cinq ans : la prochaine guerre sera bactériologique. Ils veulent éliminer beaucoup de monde, mais sans prendre le risque d'un conflit nucléaire qui se généraliserait* ». C'est pourquoi LIESI a demandé à quelques scientifiques de se renseigner en virologie. Nous donnerons des éléments très importants en temps et en heure.

Z. Brzezinski s'interroge sur la solidité de la structure du pouvoir

Zbigniew Brzezinski, l'un des précieux lieutenants des Rockefeller, annonce l'agitation prochaine de la classe moyenne, une fois privée des libertés économiques. Il anticipe « *des conflits sociaux plus intenses, avec une hostilité sociale et certaines formes de radicalisme, un sentiment d'injustice va naître* ». Pour Brzezinski, des troubles civils commenceront au moment où la classe moyenne inférieure sera gravement touchée par les retombées économiques et la montée du chômage. L'ex-conseiller de sécurité nationale avertit que « *les problèmes financiers des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon, les trois piliers traditionnels de la*

⁴ La Grande-Bretagne est en train de planifier la chute de la zone euro. Ce n'est qu'une question de temps ! Le British Foreign & Commonwealth Office a donné des instructions récentes aux ambassades et aux consulats, leur demandant de se préparer à des scénarios extrêmes, à des émeutes et à de graves troubles sociaux. Les diplomates doivent se préparer à aider des dizaines de milliers de citoyens britanniques résidant dans les pays de la zone euro, et se trouvant dans l'incapacité d'accéder à leurs comptes bancaires.

puissance économique mondiale » vont provoquer « **des troubles sérieux internationaux** ». « *Certaines forces vont se réveiller, se développer et menacer la structure du pouvoir* ». Il y a une menace sérieuse de « *renversement de l'ordre international existant* », prévient cet homme d'influence qui prétend s'adresser cette fois directement aux élites de l'Amérique et des autres nations industrielles. Ces événements sont l'occasion d'organiser une « *table ronde* » dans chaque pays, où tous les problèmes pressants de la société doivent être abordés ouvertement avec des scientifiques, des politiciens, des économistes et des représentants des différents secteurs de la société. « *Seules ces réunions pourront réduire la pression sociale qui menace de se transformer en émeutes, en guerre civile, et même au-delà* ».

Les associés du cartel bancaire encensés par la presse du Vatican

« Il [Mario Monti] est le président de la branche européenne de la Commission Trilatérale, un corps qui rassemble les élites au pouvoir aux Etats-Unis, en Europe et au Japon. Il est aussi membre du très sélect Groupe Bilderberg, regroupant des leaders économiques et autres "citoyens leaders" ».

Reuters

Cet organe de presse, connu dans le monde entier et réputé pour son sérieux, révèle que Mario Monti est un membre très influent de la Haute Maçonnerie supranationale. Il œuvre pour un Nouvel Ordre Mondial et donc un leader de ce que la sainte Ecriture appelle l'Antéchrist.

Quel est l'enseignement de l'Eglise catholique sur ce point ? Citons l'*Allocution consistoriale Multiplices inter* de Pie IX, du 25 septembre 1865 : « ***C'est pourquoi Notre prédécesseur Clément XII, par ses Lettres apostoliques, proscrit et réprouva cette secte, et détourna tous les fidèles non seulement de s'y associer, mais encore de la propager et de l'encourager de quelque manière que ce fût, sous peine d'encourir ipso facto l'excommunication. Benoît XIV confirma par sa constitution cette juste et légitime sentence de condamnation, et il ne manqua pas d'exhorter les souverains catholiques à consacrer toutes leurs forces et toute leur sollicitude à réprimer cette secte profondément perverse et à défendre la société contre le péril commun*** ».

Ce n'est certainement pas en 2011 que l'on mettra en cause la nocivité de cette secte qui fait bien courir un péril mondial à l'humanité, puisqu'elle veut réduire la population mondiale de 7 milliards à moins d'un milliard d'individus.

L'Italie face au putsch de la Secte

Dans son précédent numéro, LIESI faisait un parallèle saisissant entre les employés de la Firme Goldman Sachs (placés à la tête des Etats pour instaurer une cure d'austérité) et le film *L'Associé du Diable*. Nous pouvons ajouter ici un autre élément complémentaire et pertinent. En Italie, les technocrates du *cartel bancaire*, propriétaire de quelques Firmes comme Goldman Sachs, sont des « *intouchables* » ! Les journaux italiens de la secte maçonnique insistent sur le fait que **Mario Monti et son équipe ont une connotation très « catholique »**. Le cardinal Bertone (numéro deux du Vatican), l'un des principaux fossoyeurs du message de Fatima, a flagorné ces hommes froids qui sont en train de voler la veuve et l'orphelin⁵. Rappelons que ces péchés appellent la vengeance de Dieu sur ceux qui les commettent. Le cardinal Tarcisio Bertone a qualifié de « *belle équipe* » celle mise en place par Mario Monti (sic !). Cela dépasse déjà l'entendement, mais il y a pire. Pour le vaticaniste du quotidien *Il Fatto Quotidiano*, Marco Politi, les personnalités nommées sont d'abord des « *personnes attentives au bien commun et aux besoins des plus nécessiteux* »⁶. On croirait entendre l'agent mondialiste N. Sarkozy et son fidèle chien de garde, Alain Juppé ! Ces braves travaillent, disent-ils, pour « *le bien collectif* ». Les mesures viendront en 2012, quel que soit le pantin élu. Les avocats du Diable ont ainsi des complices dans l'autre du Vatican, chargés d'apporter une touche de respectabilité en échange de quoi la Rome apostate pourra continuer de jouir des conseils prodigués par les employés des Firmes de Mammon. Les médias italiens ont par exemple insisté sur le fait que l'économiste Mario Monti est un « *catholique pratiquant qui s'est rendu à la messe dimanche avant d'être désigné par le président G. Napolitano* ». Cette même presse insiste sur le fait que ce gouvernement de technocrates, chargés par les banquiers

⁵ Cette clique de prélats apostats cautionne le plan des *Associés du diable* pour faire prendre en charge, par les peuples, les fautes des banques du *cartel bancaire*. Doit-on s'étonner du fait que les conseillers choisis par Benoît XVI et son entourage sont précisément ces mêmes individus employés par ces grandes Firmes, directement impliquées dans le montage de la crise actuelle ? C'est avec ces loups déguisés en brebis que la nomenclatura lefébvrisme discute de « *religion catholique* » ! Nous avons ainsi, comme avant tout grand châtiment dans l'histoire de notre humanité, le voile qui se déchire, mettant en plein jour les complicités entre les différents camps.

⁶ Les mesures prises par ces technocrates, imposés par les parrains du *cartel bancaire*, visent particulièrement les pauvres ! L'adoption de la cure anti-crise, d'une rigueur draconienne, va conduire l'Italie au bord de la guerre civile. Ces mesures ne serviront à RIEN. Ce plan Monti de 24 milliards d'euros s'ajoute aux précédents de juillet et de septembre, de 60 milliards d'euros !

internationaux de saigner le peuple italien, est constitué de « plusieurs catholiques influents ». On y trouve par exemple, et sans surprise pour LIESI, Andrea Riccardi (ministre de la Coopération internationale), le fondateur de la très influente communauté Sant'Égidio, qui travaille dans le monde au dialogue inter-religieux ! Bref, le projet maçonnique condamné par TOUS les papes de l'Eglise catholique !⁷

Autre curiosité, très riche d'enseignements pour notre rédaction : la grande presse a fait un parallèle entre Mario Monti et Romano Prodi, économiste de renom international et ancien président du Conseil de centre-gauche : deux hommes liés d'amitié. Prodi est un homme des sociétés secrètes au même titre que Monti. Il a été régulièrement invité aux réunions du Groupe Bilderberg pour comploter contre les nations souveraines. Ces gens n'ont absolument rien de catholiques. Ils travaillent pour le Diable et ses séides. Cela dit, il est très intéressant de relever le fait qu'au moment de la prise de pouvoir (sans passer par les urnes !) de M. Monti, placé par ses parrains maffieux, le technocrate Romano Prodi a accordé deux entretiens à la presse autrichienne. Ce (très) haut initié a critiqué la gestion de la crise par Angela Merkel, puis il a surtout dévoilé une partie du plan joué par les individus chargés de détruire les Etats et de saigner les populations : « *La monnaie commune a besoin d'une véritable banque centrale. Je suis pour des euro-bons. Ma proposition serait que les réserves en or de la Banque centrale européenne et d'autres instituts en Europe soient utilisées comme garantie.* »⁸

Tout est si aveuglant, affligeant et tellement révoltant ! Nous vivons une époque où les masques tombent et où nous nous approchons incontestablement de la réalisation de la prophétie de don Bosco : « *Les chevaux du Don viendront boire dans les eaux du Tibre* »... juste châtement de ce pouvoir religieux prévaricateur, qui a trahi son Dieu comme les juifs l'ont fait, il y a deux mille ans, au Golgotha.

La guerre contre l'Iran vient de commencer

Le 12 novembre 2011, une très puissante explosion est survenue 37 kilomètres à l'ouest de Téhéran, à l'intérieur d'une base de missiles balistiques appelée Modarres (et parfois Sajad, par l'état-major de l'armée

⁷ Voir sur ce point les *Brèves Religieuses* d'octobre/novembre 2011 et la condamnation, par l'Eglise catholique, des réunions d'Assise de 1986 et de 2011, organisées par les pontifes Jean-Paul II/Benoît XVI.

⁸ Alexander Krüger (économiste en chef de Bankhaus Lampe) a eu l'occasion de préciser que l'Allemagne pourrait exiger non seulement des réformes de la part des pays en difficulté, mais encore des garanties comme de l'or déposé auprès de la BCE.

perse). Cette base, située sur le territoire du village de Bigdeneh, non loin des bourgades de Shahryar et de Malard, est exclusivement desservie par une branche du corps d'élite que sont les Gardiens de la Révolution Islamique, chargée de la logistique et des tirs des missiles balistiques de moyenne portée Shihab 3 et Shihab 4 (pouvant atteindre Israël et la moitié de l'Europe). Des sources dignes d'intérêt affirment, sans apporter cependant de preuves concrètes, que la base de Modarres serait également en charge du maniement des engins sol-sol Zizal.

Cela dit, cette explosion et ses conséquences pourraient clairement signifier que la capacité de riposte stratégique de l'Iran vient d'être profondément affaiblie ! Au cours de la déflagration, le général Tehrani-Moqadam, l'homme à la tête du Bureau de l'autosuffisance chez les Pâsدران (autrement dit du commandement stratégique, en charge des missiles et du transport des armes non-conventionnelles de destruction massive sur leurs objectifs), a perdu la vie. Parmi les victimes, on compte aussi de nombreux soldats d'élite. L'explosion a été si puissante qu'elle a brisé des vitres dans les quartiers ouest de la capitale. D'aucuns ont même cru à un "tremblement de terre" au centre de Téhéran ! Cinq heures après, l'incendie ravageait encore la base des Gardiens de la Révolution et des volutes de fumée étaient visibles depuis Téhéran.

Il est impossible de ne pas corréler cette action à un plan d'attaque par l'Occident contre l'infrastructure nucléaire de la République Islamique. De l'avis de quelques stratèges occidentaux, les ayatollahs seraient désormais quasiment dans l'impossibilité de riposter sur Tel-Aviv, les camps américains en Irak et dans le Golfe, ainsi que sur les villes du sud de l'Europe ou de pays arabes. Les services de renseignement occidentaux disent que les Perses sont provisoirement dans l'incapacité de répliquer militairement.

Si cela est vrai, d'autres actions devront suivre pour sécuriser au mieux une attaque aérienne occidentale sur les installations nucléaires iraniennes. Il faudra par exemple neutraliser les moyens de protection antiaériens disposés autour des usines et laboratoires ciblés. Il faut encore détruire les infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires, susceptibles de permettre aux Iraniens de dépêcher des renforts vers les sites ciblés par l'aviation ennemie. Dans le même temps, une opération de ce genre doit être accompagnée d'un engagement de déstabilisation du pouvoir politique iranien. Certes, c'est déjà le cas, mais il y a eu de nombreux échecs. Par contre, il est possible d'agir avec plus de succès dans l'hypothèse où la junte théocratique de Téhéran serait pratiquement privée de tout moyen de répliquer face à la destruction des sites iraniens. Contraindre le pouvoir à observer les dégâts qu'on lui infligerait, en spectateur forcé, diminuerait incontestablement son prestige. L'état-major occidental

doit donc préparer l'opposition, ne vue d'une prise de pouvoir.

Quelques heures après cet événement, le Conseil d'urgence de la révolution a organisé une réunion extraordinaire des cadres du régime, pour deviser sur une erreur de manutention qui n'aurait fait que dix-sept morts et aucun dégât au système des missiles.⁹

Au moment où nous arrêtons ce numéro, une autre explosion est survenue, secouant Ispahan, la troisième ville d'Iran où se trouve un site nucléaire. Interrogé par le quotidien *Yedioth Aharonoth*, Meir Dagan, un partisan des opérations clandestines israéliennes, a répondu en souriant, que ces actions s'inscrivaient dans le cadre de l'Opération *Colère de Dieu*. LIESI ne croit cependant pas à une attaque imminente. Avant cela, le *Comité X* a pour projet de « flinguer » l'Occident¹⁰.

S'il est évident que le cabinet israélien de B. Netanyahu pousse à une attaque contre l'Iran, et que les lobbies sionistes exercent des pressions considérables sur l'administration Obama en ce sens, on ne peut cependant passer sous silence les actions exercées par le milliardaire G. Soros (soutien d'Obama), qui depuis la fin de l'été dernier, finance les réseaux à l'origine des mouvements de foule à Jérusalem ! Cette action est bien évidemment dirigée contre le gouvernement Netanyahu. G. Soros mène cette bataille via ses organisations non gouvernementales, très influentes¹¹. La responsable du mouvement à l'origine des manifestations en Israël depuis le mois d'août, s'appelle Daphni Leef. Activiste radicale d'extrême gauche, elle travaille – par un hasard tout aussi fortuit – comme éditrice Vidéo pour l'Organisation Non Gouvernementale de George Soros, du nom de *New Israel Fund* (NIF). Les enquêtes, menées entre autres par l'organisation Im Tirzu, ont révélé que le NIF reçoit ses fonds d'un institut, l'*Open Society Institute* (OSI) appartenant à... George Soros, lequel travaille avec des réseaux américains proches de la Maison Blanche.

L'hiver islamiste succède au printemps arabe... comme attendu

Le 15 août 2011, nous écrivions : « On met en œuvre les révolutions arabes et on laisse les réseaux fondamentalistes musulmans prendre les mesures nécessaires en vue des prochaines élections démocratiques de l'automne. Pendant cette préparation, on amorce le dynamitage des pays occidentaux afin de les affaiblir dans le contexte du prochain soulèvement du Moyen-Orient ». Le 30 juin 2011 : « Les Etats-Unis apparaissent encore une fois

comme les meilleurs soutiens du fondamentalisme islamique ». Nous mettons en rapport la prochaine victoire des islamistes avec le déroulement du plan d'Albert Pike, fondateur du rite palladique luciférien.

Maintenant, que se passe-t-il ? Hélas, c'est ce qui s'est produit. Les cercles financiers anglo-saxons ont placé sur l'échiquier international des groupes politiques islamistes, qui étaient partout INTERDITS avant le déclenchement du soi-disant *printemps arabe* !

Après le succès d'Ennahda en Tunisie¹², fin octobre, puis celui du Parti de la justice et du développement (PJD) au Maroc, le 5 décembre 2011, l'Occident a pu prendre connaissance du résultat des élections en Egypte. « *Raz de marée des islamistes en Egypte Dimanche, avec 65 % des voix ils ont été officiellement proclamés vainqueurs du premier tour des premières élections post-Moubarak* ». Derrière une opposition officielle entre Frères musulmans et salafistes, le plan va s'imposer pour toute la région. Commentaire de Mohammed Hamed, candidat pour le Parti des Egyptiens libres, fondé par le milliardaire copte Naguib Sawiris : « *S'ils (les Egyptiens) ne ressentent pas encore le danger (du fondamentalisme musulman), ils le ressentiront quand ce sera appliqué* ». Hazem Abou Ismaïl, un dirigeant salafiste, a estimé qu'il fallait « *créer un climat pour faciliter* » le port du voile, et dit que s'il était élu président, il « *ne permettrait pas à un homme et à une femme de s'asseoir ensemble dans un lieu public* ».

Cette victoire des islamistes s'inscrit dans le prolongement des résultats identiques et déjà connus, en Tunisie et au Maroc. Peu avant les résultats du 4 décembre 2011, les Frères musulmans avaient fait de la question de « *la judaïsation de Jérusalem* » l'un de leurs thèmes de campagne. Il ne faudrait donc qu'une étincelle pour que, comme en 2007, des chefs islamistes appellent les musulmans à aller « *défendre Al-Aqsa* » que les juifs - accusation récurrente - veulent détruire, pour y construire le *Troisième Temple*...

On peut également évoquer les inquiétudes relatives au sort de l'Irak. Le départ des troupes américaines y fait craindre la perspective d'une guerre civile entre sunnites et chiïtes.

P.S. Attention : pour vos abonnements, ne tenir compte exclusivement que des messages de LIESI. Des distributeurs avancent parfois leur terme par message INTERNET. Si vous voulez régler via Internet utilisez exclusivement le site de liesidot.org.

Lettre d'Informations Economiques Stratégiques Internationales – BP 18 – 35430 Châteauneuf (F)
e-mail : liesiletter@gmail.com
Imprimé par nos soins - ISSN en cours (24 numéros)
Abonnement annuel : 112 € (soutien : 122 euros).
6 mois : 62 € et 3 mois : 34 €.
Abonnement ECONOMIQUE : 24 € pour 3 mois avec un seul envoi groupé, le 30 de chaque mois.

Règlement à l'ordre de : **L.I.E.S.I.**

⁹ Source : <http://www.menapress.org/>

¹⁰ Voir notre conclusion dans les *Brèves Religieuses* de novembre/décembre 2011.

¹¹ Voir les *Brèves de LIESI* de novembre/décembre 2011 – 12€ franco de port.

¹² Des sources multiples signalent à notre rédaction que des éléments de radicalisation s'accumulent à Tunis et font l'objet de commentaires acerbes d'une fange de la population rejetant « un islam arrogant ».